



Berset Solange, Schoenenweid André

Résolution du Grand Conseil fribourgeois au Conseil Fédéral pour la sauvegarde de la recherche suisse dans le cadre du programme Horizon Europe

Cosignataires : 0 Déposée le : 08.09.21 **Acceptée le : 09.09.2021**

Destinataire : Conseil d'Etat Transmission le : 10.09.2021

**Texte accepté par le Grand Conseil
75 voix pour / 18 voix contre / 1 abstention**

Cette résolution est déposée par la Délégation fribourgeoise à la Commission interparlementaire de contrôle (CIP) de la HES-SO. En juin 2021 en séance plénière, la Commission CIP a discuté du fait que la Suisse ne figurait pas parmi les pays associés au programme de recherche Horizon Europe pour les années 2021 à 2027, cette situation découlant très certainement de l'interruption des négociations sur l'accord-cadre avec l'Union européenne.

Les conséquences sont catastrophiques pour les programmes de recherche car la Suisse sera automatiquement placée dans la catégorie des pays tiers si aucun accord sur cette participation n'aboutit ces prochains mois. Rappelons qu'un Etat tiers ne peut assurer aucune coordination de projet et ne peut pas recevoir de financement européen, sauf s'il figure dans les pays en voie de développement. La participation à des projets est possible, mais à titre de partenaire subalterne. En conséquence, les institutions suisses risquent de se faire expulser de consortiums, ce qui serait un recul très important par rapport à la situation actuelle.

Cette situation est extrêmement problématique pour les Hautes Ecoles suisses, dont la HES-SO Fribourg et l'Université car la participation aux projets européens est indispensable à la création de réseaux de collaboration et à la stimulation scientifique. Ce sont dans ces domaines que les Hautes Ecoles suisses excellent et qu'elles ont forgé leur réputation.

Unanime, la Commission CIP souligne que la participation active au programme de recherche européen est l'une des clés du succès de nos institutions académiques en termes de capacité d'innovation comme en termes de rayonnement et d'attractivité internationale.

A noter également que les programmes européens visent de plus en plus une application des résultats de la recherche dans la société, offrant en cela un cadre idéal pour la participation des HES. En effet, parmi les nouveautés du programme Horizon Europe figure un pilier de soutien aux industries et aux PME dans le domaine de la R&D (Recherche et Développement) et de l'innovation, pilier auquel la HES-SO n'aurait pas accès avec un statut de pays tiers. Pour la HES-SO, la participation au programme Horizon 2020 lui a permis de lever au total environ 18 millions d'Euros de fonds, dont 10 millions financés directement par l'Union européenne. Cela représente 6 à 7 % des fonds de tiers totaux de l'institution.

La Suisse n'obtiendrait également aucun accès aux bourses individuelles de type ERC (European research council) et Marie Curie, ce qui mettrait en péril l'attractivité de nos Hautes Ecoles pour une relève hautement qualifiée suisse et étrangère, à noter que les bourses Marie Curie sont aussi accessibles pour les HES.

Enfin, la Commission CIP souhaite mentionner un autre programme important de l'Union européenne relatif aux Hautes Ecoles, le bien connu Erasmus+ dont la participation est essentielle pour développer des projets d'innovation en matière d'enseignement. Au final, ces échanges participent de l'excellence des diplômées et diplômés de la HES-SO et de l'Université, il est également regrettable que ce programme soit exclu du débat actuel sur notre participation à l'espace académique européen.

Pour cette raison et sur la base de ces considérations, le Grand Conseil renvoie cette résolution en cette forme au Conseil d'Etat pour sa transmission au Conseil fédéral :

Vu l'annonce que la Suisse ne figurait pas parmi les pays associés au programme de recherche Horizon Europe pour les années 2021 à 2027 et considérant :

- > l'importance de la recherche et de la participation de la Suisse aux projets et aux programmes européens de recherche et à l'obtention de bourses d'études ;
- > la perte de l'attractivité de nos Hautes Ecoles comme la HES-SO et l'Université face aux défis futurs de la recherche et de l'innovation ;
- > les enjeux importants auxquels la Suisse devra faire face ces prochaines années s'agissant des réseaux de collaboration et d'échanges scientifiques dans des domaines essentiels pour nos industries et nos PME.

le Grand Conseil du canton de Fribourg demande au Conseil d'Etat d'intervenir auprès du Conseil fédéral

- > pour qu'il prenne toutes les mesures utiles afin que les Institutions suisses comme la HES-SO et l'Université retrouvent une pleine association avec le programme Horizon Europe.
 - > pour que le financement direct des chercheurs suisses en projets collaboratifs soit garanti par le SEFRI. Un tel financement doit s'appliquer également aux projets de collaboration au sein des actions Marie Curie dont les bourses individuelles sont accessibles aux HES.
 - > pour que le Conseil d'Etat inclue aussi dans son intervention auprès du Conseil fédéral la pleine adhésion au programme Erasmus+.
 - > pour que des mesures soient rapidement prises en faveur des industries suisses et des PME en leur garantissant un soutien dans le domaine de la R&D et de l'innovation
-